

Nicaragua : les femmes luttent pour leurs acquis

Autor(en): **Ballin, Luisa**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **85 (1997)**

Heft 1402

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281138>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

NICARAGUA: LES FEMMES LUTTENT POUR LEURS ACQUIS



Le Nicaragua est un petit pays d'Amérique centrale, qui fit la une de l'actualité dans les années 80, après le triomphe de la Révolution sandiniste qui mit fin, en 1979, au régime du dictateur Anastasio Somoza, pourtant soutenu à bout de bras par les États-Unis. Le Front Sandiniste, emmené par les frères Ortega, instaurait alors un gouvernement d'inspiration socialiste, qui loin des États-Unis et proche de Cuba, allait susciter l'espoir d'un peuple exsangue et un élan de solidarité internationale sans précédent depuis la guerre d'Espagne. Une décade plus tard, le Front sandiniste organisait les premières élections libres du pays et perdait le pouvoir dans l'urne! Violeta Chamorro devenait ainsi la première femme à diriger un Etat, miné par les attaques meurtrières des rebelles «Contras», financés par Washington. La réconciliation nationale s'amorçait et en octobre dernier, le deuxième scrutin démocratique de l'histoire du Nicaragua portait à la présidence le candidat de l'Alliance libérale Arturo Aleman (fils d'un ancien terrateniente somoziste). Qui devançait d'une dizaine de points Daniel Ortega, l'ancien président sandiniste. Ce dernier dénonçait une série de fraudes, corroborées par de nombreux observateurs internationaux, dont une délégation de femmes indépendantes venues de 22 pays. L'architecte genevoise Suzanne Lerch, qui connaît bien le Nicaragua pour y avoir vécu à l'époque du gouvernement sandiniste était du voyage. Entretien.

Selon vous, les Sandinistes avaient peu, voire pas de chance de remporter ces élections.

Pour quelles raisons?

Parce que beaucoup de Nicaraguayens, parmi les 60% qui ont voté pour la droite, ont craint qu'un vote en faveur des Sandinistes ne réveille le spectre d'une nouvelle guerre. Le souvenir du conflit entre le

gouvernement sandiniste et les «Contras» était très présent. Les gens, et pas seulement les riches, ont pensé qu'un gouvernement moins mal vu des Etats-Unis aurait plus de chance d'attirer les investissements étrangers. Ce dont je doute, puisque de toute façon, ces capitaux ne sont pas arrivés lorsque Violeta Chamorro était au pouvoir... Il ne faut pas non plus sous-estimer le fait que si la Révolution sandiniste a apporté un net progrès, notamment sur le plan de l'alphabétisation et de l'éducation dans les milieux urbains, ces acquis n'ont pas été uniformément ressentis dans les campagnes. Où beaucoup de petites gens ont perdu leur terres à cause du conflit armé et n'ont pas vraiment bénéficié de la réforme agraire mise en place par les Sandinistes.

Qu'en est-il de la situation des femmes? A-t-elle évolué ou empiré sous le gouvernement de Violeta Chamorro?

Paradoxalement, sous le gouvernement de droite qui a succédé aux Sandinistes, les femmes ont certainement gagné un espace politique, mais leur situation s'est nettement détériorée sur un plan économique. En tant que mères, sœurs et épouses de soldats, les femmes voulaient bien entendu la paix et elles ont joué un rôle important lors des élections de 1990 et de la pacification du pays. Mais la défaite du gouvernement sandiniste a signifié pour elles des pertes immenses au niveau de la santé et de l'éducation. Puisque les pressions exercées par le FMI et la banque mondiale pour couper dans les budgets sociaux ont eu des conséquences catastrophiques sur la vie quotidienne. Surtout dans les zones rurales, où le système de santé péniblement mis en place après le triomphe de la Révolution, s'est tout simplement écroulé après les premières élections. L'alphabé-

bétisme est remonté au galop, sans parler du chômage qui touche aujourd'hui entre 60% et 80% de la population. Les femmes, très souvent chefes de familles, sont donc très affectées. Sur le plan politique, le gouvernement de Violeta Chamorro a pratiqué la liberté d'expression, ce qui a permis aux femmes d'être très présentes dans le mouvement social. Les jeunes qui ont accès à l'université savent qu'elles le doivent aux Sandinistes. Mais la structure verticaliste de ces derniers avait relégué le mouvement des femmes au second plan.

Cet espace gagné par les femmes leur a-t-il permis d'occuper des postes élevés?

Malheureusement, il n'a pas eu d'incidence majeure sur les dernières élections, où les femmes étaient certes actives au niveau de la base, mais peu présentes sur les listes électorales. Beaucoup d'entre elles ont d'ailleurs été déçues de voir le Front sandiniste préférer Daniel Ortega comme candidat à la présidence à Wilma Nunez, la présidente de l'Association pour les droits humains, qui a beaucoup œuvré pour la pacification du pays et qui possédait de nombreux atouts.

Quel bilan tirez-vous de ces élections?

J'ai été impressionnée par le taux très élevé de participation à ce scrutin. Les gens ont fait un effort immense pour aller voter. Personnellement, j'hésiterais à répéter l'expérience d'observatrice, car je crois que nous, les observateurs indépendants, avons été naïfs de penser que nous pouvions avoir notre mot à dire face au poids politique de l'OEA (NDLR: L'Organisation des Etats Américains). Nous avons dès lors servi de caution à une élection qui n'était pas nette. Sur un plan général, l'avenir du pays n'est guère à l'optimisme. M. Aleman n'ayant notamment pas eu des propos très rassurants envers les femmes. Mais je pense que le mouvement populaire, où les femmes sont très actives, a encore assez de force pour constituer une opposition constructive et qu'il ne se laissera pas intimider!